

Brochure n° 3081

**Conventions collectives nationales**

**INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE MATÉRIAUX**

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

---

**AVENANT N° 34 DU 3 NOVEMBRE 2008**

**RELATIF AUX SALAIRES AU 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 2008**

**(PACA ET CORSE)**

NOR : *ASET0851260M*

IDCC : 87

---

Entre :

L'UNICEM Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse ;

D'une part, et

La CGT-FO,

D'autre part,

se référant :

- à la convention collective nationale du 22 avril 1955 ;
- à l'accord national de salaires du 21 février 1957, notamment à son article 6 qui prévoit l'établissement d'annexes régionales ;
- ainsi qu'à l'accord national du 23 janvier 1992 instituant la création d'une grille de salaires minimaux garantis,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale du 22 avril 1955.

## Article 2

Le présent accord s'applique aux départements ci-après constituant la région PACAC : Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Haute-Corse, Corse-du-Sud, Var et Vaucluse.

## Article 3

Le barème des salaires mensuels minimaux professionnels devient le suivant :

(En euros.)

CATÉGORIE	COEF.	SALAIRE HORAIRE minimal de qualification	SALAIRES MINIMAUX GARANTIS (1)	
			Horaire	Mensuel (base 35 heures par semaine)
OM	120	4,84	8,74	1 325,60
OS 1	130	4,90	8,81	1 336,21
OS 2	140	5,00	8,86	1 343,80
OS 3	150	5,08	9,01	1 366,55
OQ 1	160	5,29	9,18	1 392,33
OQ 2	170	5,45	9,40	1 425,70
OQ 3	185	5,93	9,68	1 468,17
OH Q	200	6,40	10,09	1 530,35
Chef d'équipe	225	7,20	10,69	1 621,35
(1) Les salaires minimaux garantis définis ci-dessous comprennent l'indemnité différentielle de réduction de temps de travail éventuellement versée par l'entreprise.				

## Article 4

Conformément aux dispositions en vigueur au plan national, le calcul de la prime d'ancienneté se réfère au barème des salaires minimaux de qualification.

## Article 5

Le présent accord est applicable aux seuls salaires qui seraient inférieurs à ceux résultant de l'article 3 du présent accord ; il ne comporte aucun engagement en ce qui concerne les salaires réellement pratiqués qui ne sont pas inférieurs à ces niveaux et dont la fixation reste de la compétence de chaque entreprise.

## **Article 6**

Il est précisé que conformément aux clauses de l'article 4 de l'accord national du 21 février 1957, ces salaires minimaux comprennent l'indemnité différentielle de réduction de temps de travail éventuellement versée par l'entreprise, tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de primes ou toute autre dénomination que ce soit.

Seules doivent être payées en plus de ces salaires minimaux :

a) Les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport ;

b) Les primes d'ancienneté et d'assiduité ;

c) Les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travail dangereux, insalubre et pénible ;

d) Les majorations pour heures supplémentaires ;

e) Les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955 ou qui répondent à la définition de ces primes donnée par ces textes ;

f) Les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Il est précisé en outre que, conformément l'article 3, § 3, de l'accord national du 21 février 1957, dans le cadre de travail à la tâche ou aux pièces (rémunération fixée pour une production déterminée), la rémunération des intéressés ne pourra être inférieure, dans une même période de paie, au salaire minimum garanti de leur catégorie et échelon majoré de 10 %.

## **Article 7**

Le présent accord est applicable au 1<sup>er</sup> novembre 2008.

## **Article 8**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes (loi du 13 novembre 1982).

## **Article 9**

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration qui devra être déposée auprès des services du ministre chargé du travail, conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code de travail.

Elle devra en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Fait à Marseille, le 3 novembre 2008.

(Suivent les signatures.)